

# L'intérieur du Congo est abandonné depuis quinze ans

- Alors que le Congo est un pays essentiellement rural, la loi défavorise les producteurs agricoles congolais.
- Kinshasa a tout misé sur les mines et le pétrole, malgré un immense potentiel agricole.
- Le Pr Baudouin Michel donne des pistes de solution.

Entretien Marie-France Cros

**B**audouin Michel est économiste et agronome. Il coordonne depuis 7 ans les activités de l'ERAIFT (Ecole régionale post-universitaire d'Aménagement et de Gestion intégrés des Forêts et Territoires tropicaux) qui forme, à Kinshasa, les cadres d'Afrique centrale pour la gestion des parcs et forêts, il enseigne dans diverses universités, dont Kinshasa et Liège, et ne se contente pas de théoriser puisqu'il dirige aussi le Domaine de Katalé (Nord-Kivu), une plantation de café. A la fois théoricien et praticien, il a accepté de répondre aux questions de "La Libre Belgique" sur la situation économique en RDC.

**Peut-on dire, comme le font certains, que la RDC est en faillite ?**

Je ne le dirais pas. "Faillite" implique qu'il n'y a pas d'actifs – et le Congo en a beaucoup ! "Cessation de paiement" implique qu'un Etat n'arrive pas à assurer ses obligations nationales et internationales; quand il ne reste plus que de quoi payer deux semaines d'importations, comme c'est le cas aujourd'hui, je dirais que la RDC est "en trésorerie tendue". C'est moins grave que lors de la crise des années 90, par rapport à laquelle il y a aujourd'hui un changement important : l'économie est dollarisée et l'accès à la devise est donc plus ou moins libre. On n'en est donc pas au stade du recours à la planche à billets, comme au Zaïre des années 90. Mais la

## Aide belge réorientée ?

**La démocratie est en crise** en République démocratique du Congo (RDC) car les élections prévues avant la fin 2016 n'ont pas eu lieu, a affirmé lundi l'émissaire belge pour la région des Grands Lacs, l'ambassadeur Renier Nijskens, ce qui pourrait entraîner une "réorientation" de l'aide belge à Kinshasa, selon un collaborateur du ministre de la Coopération au développement. La démocratisation dans le monde entier – et en RDC en particulier, car ce pays est "un élément de la politique intérieure belge" – est une constante de la diplomatie belge, a souligné M. Nijskens au cours d'une conférence sur le thème de la démocratie en RDC organisée au parlement.

**M. Nijskens, ancien ambassadeur de Belgique** en République démocratique du Congo, d'ajouter : "Nous avons le droit et l'obligation de nous intéresser aux processus démocratiques en général et au Congo en particulier" en raison notamment de conventions bilatérales et multilatérales.

situation est quand même mauvaise.

**Le gouvernement de Kinshasa explique la crise actuelle par la chute des prix des minerais; mais le prix du cuivre remonte depuis un an.**

Il faut se rendre compte que la contribution du secteur minier reste faible, largement insuffisante par rapport aux volumes exportés. Il est donc justifié de revoir les contrats miniers, comme la Gécamines en a annoncé l'intention. Maintenant, il y a les contrats et la manière dont ils sont exécutés...

**En juillet dernier, l'ONG Global Witness soulignait qu'un tiers des contributions des miniers versées à la Gécamines et au fisc s'évaporait avant d'arriver au Trésor. Est-ce que ce sont vraiment les contrats qui posent problème ?**

Le problème, c'est que la politique du Congo a consisté à tout miser sur les mines et le pétrole, en octroyant de nombreux avantages fiscaux aux entreprises privées pour les attirer. On peut le comprendre à la fin d'une guerre civile telle qu'en a connue le Congo jusqu'en 2003, mais cela n'a pas changé. On n'a pas misé sur l'agriculture et le développement intégré, qui peuvent créer une activité économique importante. Pourquoi l'insécurité

se développe-t-elle au Congo? Parce qu'il y a trop peu d'activité économique en dehors des mines et de l'industrie pétrolière – qui créent surtout des emplois pour expatriés. L'intérieur du pays est oublié depuis 15 ans.

**En admettant que des élections aient lieu en décembre prochain, quelles devraient être les priorités du nouveau gouvernement ?**

Question difficile, car tout semble prioritaire. Néanmoins, une évidence s'impose : on ne peut pas développer un pays sans sécurité et libre circulation des biens et des personnes. Il faut sortir de l'insécurité. La seconde priorité est de créer un cadre vraiment incitatif pour l'investissement privé dans l'agriculture et l'agro-industrie, qui créent beaucoup plus d'emplois nationaux que les secteurs minier et pétrolier. Or, aujourd'hui en RDC, il n'y a d'incitants à investir que dans les mines. La Loi agricole reste inchangée depuis plusieurs années, malgré de multiples promesses d'abroger son article 16 – qui impose à toutes les entreprises une participation majoritaire de capitaux congolais; il est vrai que cet article n'est pas appliqué mais il suffirait que quelqu'un décide de le faire et un investisseur peut perdre son entreprise si elle n'est pas conforme à la loi. Cet article 16 est un frein énorme à tout investissement privé, alors qu'il existe un potentiel extraordinaire de développement de l'agriculture au Congo et des capitaux prêts à y être investis par des gens sérieux, qui donneront de l'emploi à des Congolais.

Outre cet article 16, il faut aussi créer des incitants à investir dans l'agriculture et l'agro-industrie. Le paysan congolais est un "homo economicus" vraiment très résilient car il continue à cultiver alors qu'il doit payer des taxes sur sa machette, sur l'essence qu'il utilise, sur les engrais quand il peut en acheter – sur tout ! Il ne bénéficie d'aucune détaxe. Alors qu'un importateur de produits alimentaires paie non seulement peu de taxes (moins que les paysans !) mais elles ne sont pas toujours appliquées ! Comment cela peut-il fonctionner ? ! Il y a une distorsion légale au détriment des producteurs nationaux, petits et grands. Un nouveau gouvernement devrait rééquilibrer la fiscalité et la parafiscalité en faveur des producteurs congolais.

**En 7 ans de présence à l'Université de Kinshasa et à la tête de l'ERAIFT, avez-vous vu la situation évoluer ?**

Oui, mais pas partout de la même manière. A l'université, les choses se sont améliorées parce qu'il y a eu beaucoup d'investissements du gouvernement pour la réhabiliter – accueil des étudiants, accès à internet, nombre de places, confort, etc. Pour la première fois depuis 1955, un gros effort a été fait pour améliorer les conditions d'étude, même si c'est loin d'être parfait; ainsi, il y a toujours des problèmes d'eau et d'électricité. Dans les campagnes – et

n'oubliez pas que le Congo est un pays essentiellement rural – en revanche, c'est autre chose. Ce qui est inquiétant, c'est que le Congo a connu une croissance économique soutenue pendant 7 à 8 ans, proche des taux chinois, et qu'il a reçu une aide importante (de l'ordre de 8 à 10 milliards de dollars) en dons et prêts à des conditions favorables, mais que l'indicateur essentiel – celui de la pauvreté rurale – n'a, au mieux, pas baissé dans certains endroits et s'est, au contraire, aggravé dans beaucoup de provinces. Selon les zones rurales, il y a entre 70 % et 90 % de pauvres au Congo. Pratiquement toutes les provinces, sauf le Kongo-central, sont en situation d'insécurité alimentaire. Et cela n'a alerté ni les décideurs congolais, ni la communauté internationale. C'est quand même un gros problème ! Il y a une forte croissance économique, des investissements internationaux considérables et, en bout de chaîne, la pauvreté rurale augmente !

**Comment cela s'explique-t-il ?**

Cela s'explique essentiellement par l'absence de politique sectorielle. Il y a un millier de projets saupoudrés partout au Congo et pas de vision commune et coordonnée de ce qu'il faut faire. Construire une route dans une zone sans activité économique, cela ne sert à rien; bâtir une école dans un coin inaccessible aux enfants, cela ne sert à rien. Il faut coordonner les investissements.

**Qui doit le faire ?**

Les gouvernements congolais, national et provinciaux. Mais, au Congo, il n'y a pas suffisamment de leadership national face aux bailleurs de fonds qui arrivent avec leur projet. J'ai vu un bailleur dicter à un fonctionnaire congolais les endroits où il fallait investir ! Or, la génération des 30-40 ans des fonctionnaires congolais est compétente; ce fonctionnaire savait que ce que dictait le bailleur n'était pas une bonne idée – mais ses ordres étaient de satisfaire le bailleur... En termes de leadership national, le Congo est à des années-lumière du Rwanda. Kigali présente sa politique aux bailleurs; souhaitez-vous l'appuyer ? Si oui, tant mieux, si non, tant pis. C'est très courageux. Et là, il y a un impact positif sur la population.

J'ai été partout au Congo et j'ai constaté qu'il dispose de nombreux excellents administrateurs de territoire, qui savent quels sont les besoins et les possibilités : ils connaissent bien leurs administrés et sont souvent assez justes – autrement la sanction est immédiate : ils sont chassés par la population. C'est l'unité administrative (attention : certains territoires sont grands comme la Wallonie) la plus pertinente pour des interventions de développement, pas les gouvernorats auxquels s'adressent souvent les bailleurs. Chaque ONG devrait d'abord rencontrer les responsables locaux et provinciaux de la planification avant de lancer un projet; mais elles ne le font pas. Je vais encore citer le Rwanda en exemple. Deux ans après le génocide, les autorités rwandaises ont dit aux ONG étrangères : vous pouvez rester, à la condition que vous acceptiez la présence d'un fonctionnaire rwandais chez vous. Pas pour espionner mais pour coordonner ce que fait l'ONG avec le plan de développement du gouvernement rwandais. Ce devrait être une évidence pour tous.

*“Le problème, c'est que la politique du Congo a consisté à tout miser sur les mines et le pétrole.”*

**P<sup>r</sup> Baudouin Michel**

Il enseigne notamment aux universités de Liège et Kinshasa.